

février 2014



che minots

**UN VOTE SERVICE
UNE VOIE PUBLIC**



EQUIPEMENT



Le 20 mars prochain, les cheminotes et les cheminots vont élire leurs représentants aux comités d'entreprise, aux CHSCT et leurs délégués du personnel.
Voter massivement CGT, c'est exiger une autre réforme du système ferroviaire que celle que veulent nous imposer le gouvernement et les directions de la SNCF et de RFF.
Dans cette optique, la CGT a élaboré une proposition, « *La voie du service public* », qui permet de redynamiser le service public et l'ensemble des métiers de notre entreprise.
Ce 4 pages vous présente les analyses et les propositions de la CGT.

Malgré les multiples restructurations imposées, les cheminots de l'Équipement, tous collègues confondus, ont fait bouger les lignes avec la CGT par des actions locales, régionales et nationales.

UN BILAN D' ACTIONS POUR GAGNER DEMAIN !



C'est toujours dans l'unité que la CGT construit les mobilisations avec les cheminots. Alors que d'autres organisations syndicales ont souvent fait le choix d'accompagner les projets de la direction, la CGT a, pour sa part, initié des mobilisations, des rassemblements dans de nombreuses régions. Ces actions ont contraint la direction à un certain nombre de reculs :

- remise en cause de restructurations, comme à Clermont-Ferrand ;
- maintien du travail en quatre nuits dans certains établissements, comme en Haute-Savoie ou à Dijon ;
- reconnaissance de la pénibilité pour de nombreux cheminots dans des EIV¹ ;
- embauches au statut dans de nombreuses équipes et brigades.

¹ EIV : Établissement industriel voie.



Récemment, la mobilisation des CREQ² lors de l'action tous services impulsée par la CGT le 12 décembre 2013 a contraint la direction de l'Infrastructure à ouvrir des négociations sur la base de revendications spécifiques, notamment en ce qui concerne l'emploi et les cadres d'organisation.

Tout au long de leur dernier mandat, les élus CGT, avec les cheminots, ont contraint la direction de l'entreprise à se mettre autour de la table des négociations. Lors de ces échanges, ils ont porté leurs revendications sur les questions de l'emploi, des conditions de vie et de travail, de la rémunération et des déroulements de carrière.

Les différentes enquêtes en cours sur l'ensemble du territoire, et notamment autour de la catastrophe de Brétigny-sur-Orge, donnent raison à la CGT et à l'analyse qu'elle porte depuis de nombreuses années.

Pour preuve, le point d'étape du rapport d'enquête du BEA-TT³ demande des comptes à RFF et à la direction de la SNCF.

Dans cette période noire, traversée par de nombreux accidents et incidents, c'est grâce aux interventions de la CGT avec les cheminots,

que le gouvernement, RFF et la SNCF devront revoir leur politique libérale catastrophique, et ce dans les plus brefs délais.

À ce jour, seule la CGT a porté des exigences fortes auprès des décideurs de l'entreprise, de RFF et du gouvernement.

La réforme du système ferroviaire n'appartient pas aux libéraux dans et hors de l'entreprise ! Il n'y aura pas de réforme sans les cheminots et les usagers autour d'une véritable voie du service public !

VOTER CGT LE 20 MARS 2014 AUX ÉLECTIONS CE ET DP, C'EST GAGNER SUR LES REVENDICATIONS, AMÉLIORER SON QUOTIDIEN AUTOUR DES VALEURS DE NOTRE STATUT, POUR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE !



CHEMINOTS INTERACTIFS

En flashant ici, vous accédez directement au JT consacré à votre métier.

2 CREQ : conducteur Équipement.

3 BEA-TT : Bureau d'enquêtes des accidents de transport terrestre.

LA CGT REVENDIQUE



- Un retour d'expérience sur la mise en place de l'Infra 2010, tant au niveau économique et social qu'en ce qui concerne la qualité du service public.
- La prise en compte de l'expertise du CCE et des diverses études faites dans les établissements au travers des CHSCT⁴ pour remettre la priorité sur l'humain et ses compétences techniques.
- L'interdiction du cumul des missions de sécurité qui a été signifiée à la direction de l'entreprise par la direction du travail à la suite de notre initiative.
- Des mesures immédiates sur l'emploi pour mettre en adéquation les effectifs avec les cadres d'organisation. Cela passe par le respect des engagements pris par le président Pepy et par des emplois au Statut supplémentaires.
- Des embauches immédiates au Statut dans les EIV, y compris à Chamiers et au Mans.
- Le retour à des établissements à taille humaine, avec des roulements d'astreinte respectés et mis en œuvre.
- L'arrêt de la mobilité imposée pour revenir à des parcours de maintenance, dans les Infra pôles, permettant la connaissance réelle des installations, en partant de l'unité d'affectation.
- L'arrêt immédiat de la sous-traitance de nos missions de sécurité (y compris à la filiale Sferis), eu égard aux problèmes de sécurité constatés sur nos chantiers. La réinternalisation des missions historiquement assurées par les cheminots de l'Équipement.
- La mise à plat de tous les référentiels de l'Infrastructure qui sont inapplicables sur le terrain. Le respect des normes techniques de sécurité sur les installations. Cette mise à jour doit se faire avec un droit de regard des organisations syndicales.
- La mise à disposition dans nos brigades et équipes des référentiels techniques des installations.
- La reconnaissance réelle des déroulements de carrière des cheminots.
- L'arrêt des pressions managériales, pour les cheminots de l'encadrement qui ont en charge d'organiser la production.
- La mise à plat du règlement de sécurité S9 au regard des dérives qui perdurent sur nos chantiers.
- Une réelle transparence sur les chantiers fermés, ce qui doit passer par l'ouverture rapide d'une négociation en présence de RFF, de la SNCF et de l'EPSF⁵.
- L'accès à tous les éléments des enquêtes en cours sur l'accident de Brétigny-sur-Orge.
- Dans les instances représentatives du personnel, et à tous les niveaux de l'entreprise, l'information sur tous les événements de sécurité.
- Redonner tout leur sens à nos métiers de service public regroupés dans les ABE⁶ et les ASTI⁷ au sein de l'Infrastructure.
- Des mesures immédiates pour réduire le travail de nuit et respecter le RH 0077.
- Un affichage clair de la politique de développement qui sera menée pour nos engins de maintenance en 2014.
- Des moyens nécessaires en interne pour la conception et la maintenance de nos engins Équipement.
- Des moyens de débroussaillage pour nos brigades et nos équipes, dans la proximité.
- Une réelle politique de développement de nos connaissances et moyens techniques pour l'ELOG national⁸ afin d'assurer les gros chantiers dans de bonnes conditions.
- Des réponses aux revendications portées par les CREQ avec la CGT, autour de la pérennité de leur métier de conducteur à part entière.
- L'ouverture immédiate d'une négociation pour intégrer dans la prime de travail certains EVS⁹.

Chaque voix des cheminots de l'Équipement va compter pour faire bouger les curseurs sur les exigences que nous portons pour eux dans la période.

4 CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

5 EPSF : Établissement public de sécurité ferroviaire.

6 ABE : Agence bâtiment et énergie.

7 ASTI : Agence de services Télécoms et Informatiques.

8 ELOG national : Établissement logistique national.

9 EVS : éléments variables de soldes.